Cyril Roussel[1]

Conflits et migration depuis l'Irak : la construction d'une vie en exil dans les méandres d'une Histoire dramatique.

La migration depuis le Moyen-Orient n'a pas toujours été aussi médiatisée que durant ces dernières années (2015-2016). Pourtant une émigration continue en direction de l'Europe, de l'Amérique du Nord ou de l'Australie s'est mise en place à partir des années 70 et 80 essentiellement. Elle concernait en grande partie des élites urbaines qui quittaient des pays dirigés par des régimes répressifs à leur égard comme en Iran après la révolution islamiste, en Turquie après la dictature des militaires ou en Irak à l'époque de Saddam Hussein. Des opposants à ces régimes sont devenus des réfugiés politiques dont certains ont constitué, en Occident, les embryons de diasporas futures. Nous avons choisi de présenter ici l'un d'entre eux qui a été menacé en tant que kurde (groupe persécuté au Moyen-Orient suite à leur combat pour leur reconnaissance identitaire) et en même temps en tant qu'activiste politique appartenant au parti communiste.

Comme bon nombre de réfugiés, Sardar vit en Europe depuis des années. Il est établi à Lausanne en Suisse et travaille comme traducteur auprès des autorités cantonales pour les demandeurs d'asile qui ont choisi ce pays pour continuer leur vie loin du tumulte oriental, des guerres et des « identités » devenues « meurtrières »[2]. Les parcours des exilés de pays en guerre sont généralement épiques, quand ils ne sont pas que dramatiques ; celui de Sardar regroupe de nombreux éléments qui montrent l'ingéniosité de certains migrants pour rejoindre les démocraties occidentales, seuls territoires dans lesquels ils peuvent se projeter. La durée de son parcours est également un élément important à prendre en compte qui montre que toute stratégie migratoire n'est jamais assurée par avance malgré la perception que l'on peut en avoir parfois dans les pays d'arrivé. Son parcours montre à la fois la capacité d'adaptation des migrants face à des situations de blocage, ainsi que la fragilité de telles constructions. Il permet de mieux comprendre pourquoi beaucoup d'entre eux restent coincés dans les pays de premier asile, c'est-à-dire dans les environs immédiats des pays qu'ils souhaitent quitter, tant les difficultés pour rejoindre l'Europe sont grandes.

Sardar est traducteur. Il possède aujourd'hui une pratique fluide de la langue française car il est arrivé en Suisse romande à la fin des années 90. Sa grande force est de pouvoir passer de l'arabe, au turc en passant par les deux dialectes kurdes majeurs qu'il maîtrise parfaitement en tant que langues maternelles : le sorani et le kurdmandji. Nous n'insisterons pas ici sur sa connaissance de l'hébreu qui ne lui est d'aucun secours dans son travail quotidien. Aussi, il est capable de distinguer, sans trop de risque d'erreur, l'origine de ces interlocuteurs tout particulièrement en ce qui concerne les Kurdes. Cette capacité à passer d'une langue à l'autre lui vient de ces origines, puisqu'il a évolué longtemps dans un milieu multiculturel où kurdes, turkmènes et arabes cohabitaient : le nord de l'Irak. Eduqué et ayant poursuivi ses études universitaires en arabe à Mossoul, il possède donc un bagage linguiste et intellectuel important. Son expérience en migration lui a même permis de renforcer ses connaissances linguistes en séjournant en Turquie et d'apprendre une nouvelle langue : l'hébreu. Pourtant, ce n'est pas cela qui a été décisif dans son parcours migratoire. L'histoire migratoire de Sardar met en avant l'opportunité, voir l'imprévisibilité - pour ne pas parler de hasard même - dans la

1 Cyril Roussel, géographe, s'intéresse actuellement aux transformations des espaces frontaliers et des espaces urbains en rapport avec la circulation accrue des populations et des marchandises au Moyen-Orient ainsi qu'aux réadaptations de ces flux dans un contexte de conflit. Chercheur CNRS, Laboratoire Migrations internationales, Espaces et Sociétés - MIGRINTER, Université de Poitiers.

2 MAALOUF A., 1998 : *Les Identités Meurtrières*, Gresset, 216 p.

construction de son parcours, alors que cette personne possédait un capital culturel et financier plutôt satisfaisant. Malgré tout son bagage intellectuel, son parcours est également imprégné de ressources familiales et d'entraides locales (amitiés et réseau politique) qui interviennent pour débloquer des situations pouvant apparaître à priori comme sans issues.

La rencontre (méthodologie et justification)

J'ai commencé à travailler sur le Kurdistan d'Irak alors que j'habitais Amman en Jordanie. J'avais comme projet de continuer à travailler sur les migrations des Syriens quand la guerre civile à commencer, me coupant soudainement de mon terrain de prédilection pourtant si proche. J'étais depuis longtemps attiré par la situation particulière des Kurdes au Moyen-Orient et j'avais eu à plusieurs reprises l'occasion de me rendre dans les zones kurdes syriennes et turques. Pourtant, en Irak, là où la situation avait le plus évolué en leur faveur, je n'avais aucun contact. Je me suis donc lancé sur ce nouveau terrain en montant un programme de recherche qui était destiné à comprendre les dynamiques socio-spatiales en cours dans un proto-Etat en devenir : la région autonome du Kurdistan d'Irak.

Une fois tous les deux mois, je prenais l'avion pour Erbil, la capitale de la région autonome et je m'y suis peu à peu constitué tout un réseau de connaissances. En 2012, alors que je travaillais sur les passages frontaliers clandestins entre les pays de la région (Syrie, Turquie, Irak, Iran), la fille d'un ami kurde me parle du cas d'un de ces proches qui habite en Suisse et qui a parcouru dans les années 90 toute une partie du Moyen-Orient dans l'espoir de trouver une porte de sortie vers l'Europe. Ce qu'il réussit à faire apparemment, d'après ses dires, après plusieurs années d'attente et des étapes de transit qui n'avaient rien de comparable avec celles des parcours habituels des Kurdes que j'avais eu l'occasion d'interviewer jusque-là.

J'ai rencontré Sardar quelques mois plus tard au Kurdistan d'Irak et je lui ai proposé de travailler avec moi dans le cadre de missions de recherche sur les réseaux de passeurs dans les zones frontalières entre l'Irak et les pays voisins. Son expérience, sa connaissance de la région et des points de passage transfrontalier mais aussi ses relations en faisaient la personne idéale pour travailler sur de tels objets de recherche. C'est en cours de nos divers voyages dans les territoires kurdes qu'il m'a peu à peu livré l'ensemble de son histoire qui l'avait, quelques années auparavant, conduit de la petite ville d'Akre, dans le nord de l'Irak, jusque sur les bords du lac Léman. La migration des Irakiens vers la Suisse n'avait en soi rien d'original ; mais c'était bien les étapes de son parcours qui l'étaient et surtout la manière dont il avait su mobiliser des opportunités afin de passer de l'une à l'autre.

Sardar illustre d'abord parfaitement la migration des activistes politiques et des opposants au pouvoir en place dans cette région du monde. Il a été doublement menacé : d'abord en tant qu'activiste de la rébellion kurde contre le pouvoir baathiste à Baghdad et ensuite en tant que communiste dans un Kurdistan devenu autonome (en 1991) mais dominé par des partis kurdes traditionnels qui se voulaient tout aussi hégémoniques (PDK pour le secteur d'où il est originaire).

Ensuite, le cas de Sardar illustre un parcours certes compliqué, pour ne pas dire risqué et dangereux, mais qui a abouti : un parcours de réussite alors que de nombreux Kurdes n'ont pas réussi à rejoindre l'Europe. La réussite de ce parcours doit se comprendre comme la succession d'étapes, que le migrant n'avait jamais pensé comme faisant partie d'une stratégie préalablement calculée. Il se peut que l'expérience de Sardar apporte des éléments nouveaux sur la migration kurde qui classiquement n'empruntait pas ce chemin. Nous pensons que ces

pionniers, ces aventuriers sont à l'origine de parcours qui peuvent ouvrir des nouvelles voies dans la migration, de nouvelles perspectives pour d'autres qui arriveront par la suite. Ainsi, même si son parcours peut paraître particulier (mais il n'est pas dit que ce soit le cas[3]), il demeure éclairant de la capacité de certains migrants à tracer de nouvelles routes migratoires en « hors-piste ».

Le choix de Sardar pour illustrer cette partie se fonde enfin sur l'originalité de son parcours. En effet, après un séjour en Turquie, étape classique de la migration irakienne, Sardar aura effectué un long séjour de transit en Israël. Même s'il n'est pas pratiquant, Sardar est né musulman et il s'est rendu en Israël en se faisant passer pour juif comme nous le verrons en détail. Ce changement d'identité de circonstance est pour nous remarquable dans une région où c'est parfois l'appartenance à un groupe confessionnel qui ouvre des opportunités de migration. La trajectoire migratoire de Sardar est originale dans le sens où elle croise celle de membres d'une autre communauté, elle aussi largement persécutée à d'autres époques : la communauté juive. Cette interaction identitaire pose question dans les études sur la migration qui présentent généralement des réseaux structurés sur le transnationalisme (famille transnationale), le diasporique ou le communautarisme stricto-census.

Travaillant depuis la fin des années 90 au Moyen-Orient, je me suis longtemps intéressé à la migration de populations en situation de marginalité qu'elle soit culturelle, politique et/ou économique. Certaines de ces populations, lorsqu'elles se retrouvent marginalisée socialement, économiquement et par conséquent politiquement, peuvent se sentir reléguées en marge du système étatique et tenter de contourner les contraintes subies et perçues par des mouvements migratoires. Construire un « espace de liberté » alternatif, élargit par des migrations, peut s'avérer être le résultat de stratégies collectives pour répondre à des contextes de contraintes fortes. Telle était le cas des Druzes en Syrie[4]. Dans certains de mes travaux antérieurs, j'avais montré que des ressources de types communautaires pouvaient être aisément mobilisées pour construire un espace de substitution par la migration permettant à ces groupes de dépasser le cloisonnement politique et économique à l'échelle national. Pourtant, le cas que j'ai choisi de présenter ici dépasse le cadre de la migration construite sur des ressources communautaires propres. Mais en même temps, il ne la remet pas en cause puisque le parcours de Sardar, jeune kurde d'Irak, utilise également des ressorts communautaires : l'originalité, comme nous le verrons, est que Sardar s'est appuyé, à un moment déterminant pour la réussite de son parcours, sur une communauté mais qui n'est pas la sienne d'origine comme c'est pourtant généralement le cas !

Le contexte

Les Kurdes, en tant que population non arabe, non turque et non perse, ont vécu une histoire mouvementée sur laquelle nous reviendrons rapidement pour mieux saisir le contexte global. Etre kurde constitue souvent un « délit » au Moyen-Orient[5]. A ce titre, les Kurdes sont généralement représentés comme « groupe persécuté », problème auquel s'ajoute généralement l'engagement politique d'une partie d'entre eux en lutte contre des régimes toujours répressifs. Doublement menacés pour leur combat nationaliste et leur engagement

[3] Je n'ai pas pu enquêter en Israël ou ailleurs au Kurdistan d'Irak pour savoir si le parcours de Sardar était un cas quasi-unique ou bien si d'autres Kurdes, comme lui, avaient emprunté le même itinéraire et adopté la même stratégie pour quitter l'Irak.

[4] ROUSSEL C., 2011 : *Les Druzes de Syrie. Territoire et mobilité*. Presses de l'Ifpo, Beyrouth, 263 p., Edition en ligne : http://ifpo.revues.org/1860

[5] SAMMALI J., 1995 : *Etre kurde, un délit ? Portrait d'un peuple nié*. L'Harmattan, Collection Comprendre le Moyen-Orient, Paris, 303 p.

politique, bon nombre de Kurdes, qu'ils soient d'Irak, de Turquie ou d'Iran et de Syrie, ont été et sont toujours la cible des pouvoirs centraux respectifs des pays dans lesquels ils sont installés.

L'Histoire kurde, depuis la fin de l'époque ottomane[6] (1918/1923), est ponctuée d'évènements dramatiques constitués d'épisodes de marginalisation politique, de répressions sanglantes, de massacres de masse et d'exodes, et autres déportations parfois organisées. En lutte quasi-permanente entre la fin de la première Guerre mondiale et 1991 contre un Etat central qui leur refuse tout droit à l'autonomie culturelle et politique (sans même parler d'indépendance nationale à cette époque), les Kurdes ont souvent dû adapter leurs stratégies de survie à ce paramètre devenu récurrent : la violence. En Turquie, entre 1925 et 1938, on ne dénombre pas moins de trente révoltes kurdes (Boulanger, 2006 : 43) ; la reprise de la guérilla dans les années 80 a déclenché des mouvements migratoires sans précédent dans le pays et en Europe suite à la répression d'Ankara. Ainsi, régulièrement, au cours du XXe siècle, à la répression violente par les autorités centrales ont répondu des mouvements migratoires plus ou moins durables que ce soit en Turquie, en Syrie ou comme en Irak[7].

Les Kurdes présents sur le territoire irakien ont dû également enduré une politique d'assimilation violente. En lutte contre les différents régimes qui se suivent à Bagdad, ils ont lutté pour résister à la politique d'arabisation et au nationalisme arabe triomphant des années 1960, période à laquelle redémarrera leur mouvement de guérilla contemporain, débuté pourtant dès les années 1920. Dans ce contexte de rivalité permanent avec le pouvoir central, les combattants kurdes d'Irak ont ainsi toujours considéré le repli dans les montagnes frontalières comme une stratégie efficace de guérilla en cas de menace. Issus d'un milieu montagnard, le leader de la guérilla kurde de l'après seconde Guerre mondiale, Mollah Moustapha Barzani en est un excellent exemple. Originaire de la vallée de Barzan, ce chef historique de la rébellion contre le régime à Baghdad - accompagné de ses peshmergas - a passé de longues années dans les montagnes du nord de l'Irak à la frontière turque et iranienne, zone nommée « Kurdistan » par les nationalistes kurdes. Ces mouvements de guérilla ont été structurés autour de chefs de guerre qui ont, pour certains, constituer des partis politiques. Dans les années 80 en Irak, l'ensemble des combattants kurdes sont reliés à des structures partisanes qui peu à peu entreront en conflit à leur tour pour imposer leur hégémonie (années 90).

Ce contexte de violence permanente en Irak, politisé à l'extrême où les Kurdes sont en lutte constante contre un pouvoir central jugé répressif, est prégnant dans l'histoire de Sardar. Les rivalités entre les partis politiques locaux sont également des éléments de contexte déterminants comme nous le montrerons dans le paragraphe suivant. Même si Sardar n'a pas quitté l'Irak directement pour cause de guerre, il faut bien admettre que le contexte, dans

[6] Dès le XIX[e] siècle, les Ottomans de Turquie tentent de remettre en question le statut d'autonomie des Kurdes qu'ils possédaient depuis plusieurs siècles. La centralisation du pouvoir à Istanbul, favorisée par le déclin de l'Empire soumis à la pression occidentale, provoqua chez les Kurdes des soulèvements immédiatement réprimés.

[7] En Irak, les soulèvements de Cheikh Mahmoud Berzendji (années 1920) se soldent par une fuite du chef et de ses partisans dans les montagnes puis en Perse. En 1947, le général Barzani se réfugie en Iran avec ses hommes suite à l'échec du mouvement nationaliste kurde irakien qui s'opposait à Bagdad. De là, il s'exilera onze ans en URSS. L'échec de la guérilla en 1975 a provoqué le départ de 180 000 Kurdes vers l'Iran et de plus de 200 000 vers le sud de l'Irak (Barzani, 2009 : 40). L'Anfal dans les années 80 provoque la mort et la déportation de centaines de milliers de personnes vers l'Iran. Enfin, le « grand exode » suite à la guerre du Golfe (1991) est à l'origine d'un déplacement d'une bonne partie des Kurdes d'Irak vers la Turquie et l'Iran devant la répression de l'armée irakienne. A cela s'ajoute, durant l'arabisation forcée de la partie sud du Kurdistan, des épisodes de déportation des populations kurdes vers le sud de l'Irak où beaucoup furent massacrés (années 1960 à 1980).

lequel il évoluait alors, était tout entier imprégné par une dynamique conflictuelle entre acteurs nés de la guerre civile en lutte pour la suprématie.

Le contexte familial dans lequel Sardar a vécu a joué un rôle important dans le lancement de son parcours et à des étapes charnières. Le cadre familial ainsi que sa « famille » politique (le parti communiste) ont constitué des ressources qui ont été déterminantes dans son départ du pays, lui permettant de le quitter dans de bonnes conditions sans être arrêté. Quitter un pays autoritaire dans lequel on est recherché ou menacé est généralement la première grande difficulté à laquelle les activistes politiques sont confrontés, ce qui les oblige parfois à emprunter des moyens clandestins risqués et couteux.

Pour finir, nous devons insister sur l'importance des périodes de transit dans les deux pays dans lesquels il a séjourné : Turquie et Israël. A chaque fois, le contexte local a joué un rôle important dans l'expérience du migrant, dans sa volonté d'y rester un temps ou d'en partir. Ces périodes de transit, qui n'avait pas été envisagée comme telle dans le cas d'Israël, lui ont donné les moyens de poursuivre son parcours vers un ailleurs qu'il n'avait pas planifié antérieurement.

Histoire d'une vie de migrant

La période irakienne : de la militance à l'exil

Son engagement politique sera déterminant puisqu'il l'obligera à quitter le pays pour ne pas être arrêté comme beaucoup de jeunes activistes au Moyen-Orient.

Sardar est kurde avant d'être irakien. Il ressemble à beaucoup d'autres jeunes kurdes irakiens de son époque, tous baignés dans ce sentiment que leur avenir leur a été confisqué par Saddam Hussein et son régime baathiste qui prône une idéologie qui repose sur la prédominance de l'arabité sur les autres identités régionales. Enfant, tous les hommes de sa famille sont peshmergas dans les troupes du PDK ; ils ont combattu le régime central et beaucoup d'entre eux s'exileront en Iran lorsque la rébellion kurde s'effondrera suite aux accords d'Alger en 1975[8]. Issu d'une famille de commerçant d'une petite ville du nord du pays qui se nomme Akre, il fait ses études à Mossoul dans les années 80. En cette période de guerre lointaine entre son pays et l'Iran, le jeune Sardar, deviendra étudiant à l'université de Mossoul - un des principaux lieux de bouillonnement intellectuel en Irak avec Baghdad – et adhérera au parti communiste. Sur la scène politique kurde, c'est un parti rival du PDK, le parti kurde historique fondé par Mollah Moustapha Barzani, flambeau de la lutte pour la libération nationale kurde. Le leadership du PDK sera repris par son fils Massoud à la mort du père. Le parti communiste apparaissait à l'époque comme un parti d'intellectuels, plutôt issus de milieux urbains et éduqués ; son idéologie progressiste le rapprochait de l'autre grand parti kurde historique : l'UPK de Talal Talabani, parti lui aussi moins conservateur. En ce sens, il s'accordait bien mal avec le PDK, plus traditionnaliste et archaïque dans le respect des traditions tribales et claniques. Ce que les communistes ne pouvaient pas accepter au nom de la lutte des classes.

Le contexte local est important pour comprendre les tendances politiques. Akre est au cœur d'une grande zone rurale et tribale, mais, à Akre même, les « citadins » n'appartiennent à

[8] Le 6 mars 1975, l'Irak et l'Iran signent les accords d'Alger qui mettent fin au contentieux frontalier dans la région du Chatt-el-Arab (sud de l'Irak). Pour les combattants kurdes, cet évènement marque l'arrêt du soutien logistique à leur mouvement de guérilla par Téhéran contre Baghdad. Les hommes de Mustapha Barzani s'exilèrent alors en Iran.

aucune tribu. La ville est centre administratif et une certaine coupure ville-campagne segmente l'espace et la société. En ville, une partie des familles, petite bourgeoisie, tient le commerce de négoce avec les campagnes environnantes et servent d'intermédiaires vers les grandes villes voisines (Mossoul, Erbil). Les autres sont fonctionnaires. La région d'Akre constitue plutôt un fief du PDK, puissant dans les campagnes mais aussi en ville. Une petite partie de la population était, à cette époque, restée fidèle au régime de Saddam, généralement par intérêt et servait dans les services de renseignement ou dans l'armée. Dans ces conditions, les communistes constituaient localement une force politique marginale et occupaient une position inconfortable entre force pro-PDK et force pro-régime. Le PC était implanté malgré tout en ville, seul territoire non tenu par les tribus. En 1984, lorsque Sardar adhère au parti, c'est par l'intermédiaire d'un ami, lui-même membre du PC Irak. Il y entre comme membre militant accompagné de son groupe d'amis, soit six personnes en tout. Ensemble, ils sont chargés de distribuer des tracts contre le régime de Saddam Hussein dans toute la ville d'Akre, lorsque la nuit est tombée[9]. Sardar a alors 16 ans. Les années qui suivirent ont été pour lui l'occasion de développer son activité politique et de renforcer son réseau local politique qui comme on peut le constater n'est pas structuré sur le noyau familial mais plus sur des liens d'amitié. Devenu étudiant à Mossoul, en 1986, il devint particulièrement actif contre le régime en place ; il s'entoura même, au fil du temps, de nouveaux activistes qu'il recrutait, si bien qu'entre 1986 et 1988, il gérait un groupe de près de vingt personnes. Membre actif dans la branche d'Akre, Sardar s'oppose également dorénavant aux ténors locaux du PDK qui voient d'un mauvais œil la concurrence politique.

Sardar a 20 ans lorsque la guerre avec l'Iran se termine. Il demeure de part son combat politique directement menacé par les services de renseignement du régime baathiste. En 1988, il est alors appelé comme soldat dans l'armée nationale. Sa chance réside dans le fait que le pays n'est plus en guerre. Il part dans le sud à Nadjaf effectuer son service militaire ; il sera renvoyé à Mossoul en 1989, dans une garnison proche de sa région d'origine. La nouvelle guerre à venir qui se profile au Koweït provoque déjà des désertions. En 1990, lorsque Saddam Hussein s'apprête à envahir le Koweït, Sardar, qui a 22 ans, refuse l'appel et rejoint la guérilla kurde communiste dans les montagnes d'Akre avec l'ensemble de ces amis de la cellule d'Akre. Début mars 1991, lorsque Saddam Hussein, vaincu par la coalition, se retire du Koweït, les peshmergas kurdes de tous les partis attaquent partout les positions de l'armée irakienne pour libérer leur région : le courant communiste est à l'avant-garde de l'insurrection, devançant parfois les nationalistes kurdes des partis traditionnels comme à Sulaymaniyeh. Les combattants communistes pensent alors possible de renverser le régime de Saddam Hussein au Kurdistan. L'armée du régime se retire au sud des montagnes kurdes pour se réorganiser. Une partie du Kurdistan est libéré de l'armée irakienne et de multiples cellules et courants communistes s'y retrouvent et chercheront à fusionner par la suite.

Mais après 40 jours de liberté, suite à l'insurrection kurde, l'armée irakienne fait son retour. La répression s'annonce terrible. Près d'un million et demi de Kurdes quittent alors le pays soit pour se rendre en Iran, soit en Turquie en fonction de leur proximité avec la frontière. Craignant l'utilisation d'armes chimiques, comme en 1988 à Halabja, les jeunes combattants de la région dont Sardar fait partie, conduisent leurs familles en Turquie pour les mettre à

[9] Dans les années 80, le parti communiste d'Irak a beaucoup souffert de la répression de la dictature du régime de Saddam Hussein. Ses activités étaient extrêmement surveillées et le parti était interdit. Le parti communiste avait plus de liberté dans le Kurdistan d'Irak qu'ailleurs dans le pays où les services de renseignement étaient impitoyables. Plusieurs cellules d'activistes communistes opéraient dans les zones kurdes en rébellion contre le pouvoir central. Dans les montagnes kurdes, certains de leurs membres étaient peshmergas et des camps militaires existaient. Les communistes ont joué un rôle important, en mars 1991, lors de l'insurrection kurde contre Saddam Hussein qui a succédé à l'attaque du pays par les forces coalisées dominées par les Etats-Unis.

l'abri. L'exode est long et pénible : près d'une semaine de marche à travers les montagnes. Afin d'éviter à sa famille la terrible épreuve des camps, Sardar s'appuie sur ses réseaux politiques pour la loger dans un village kurde de Turquie près de Sirnak et repart se battre en Irak. Un exode d'un mois en Turquie qui lui a permis de lier des contacts avec des membres du PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan qui lutte en Turquie contre l'armée nationale pour le droit des Kurdes. Entre kurdes communistes et kurdes membres du PKK, partis d'obédience marxiste-léniniste, les relations étaient fortes. Au cours de l'été 1991, après de nouveaux soulèvements kurdes dans les villes kurdes d'Irak pourtant reprises en avril, l'armée irakienne se retire du Kurdistan (au mois de juillet) et impose un embargo sur la région kurde (en octobre). Protégés par l'opération Provide Comfort et la « no fly zone » créée par les Occidentaux, les réfugiés peuvent rentrer chez eux mais les conditions économiques et sanitaires sont difficiles. Le double embargo qui frappe la région (car tout le pays est aussi sous embargo international), provoquera l'exil à l'étranger (vers l'Europe surtout) de dizaines de milliers de Kurdes au cours de la décennie 90. Si les forces armée sont absentes dorénavant, les services de renseignement du régime demeurent actifs à Akre.

L'année suivante dans un Kurdistan désormais autonome de facto, toujours membre actif du PC, Sardar participe à la création d'un centre culturel à Akre et à la création d'un journal. La branche d'Akre du parti communiste est alors devenue un réseau politique puissant qui s'oppose localement au PDK. Mais la volonté d'hégémonie de ce dernier n'est pas compatible avec l'activité politique du PC. Les pressions du PDK déboucheront bientôt sur des tensions et des affrontements. A l'échelle du Kurdistan, le PDK et l'UPK - l'autre grand parti issu de la rébellion kurde des années 70 - commencent à s'affronter militairement dès 1994, déclenchant une guerre civile dans le Kurdistan irakien libéré qui durera trois ans. Le PC qui s'était mis sous la protection des peshmergas du PUK est directement menacé. Localement, le PDK empêche les communistes de poursuivre leurs activités politiques. Sardar décide de quitter alors Akre en 1995. Il se réfugie une nouvelle fois dans les montagnes mais le PDK le recherche et cherche à l'arrêter car il est soupçonné d'entretenir des liens avec le PKK et l'UPK, qui avaient uni leurs forces dans la guerre inter-kurde. Il est bientôt informé par des proches de sa famille, eux-mêmes membres du PDK, que son nom figure sur les listes des services de renseignement du parti. Il décide donc de s'exiler pour éviter la prison.

<u>La période turque : une transition vers un pays tiers</u>

Le passage de la frontière entre l'Irak et la Turquie est le premier problème que rencontre Sardar. Et pour quitter le pays, il a besoin d'un laissez-passer de la part de la milice kurde présente dans ce secteur. Recherché, il risque bien évidemment l'arrestation par les forces du PDK qui contrôlent, déjà à cette époque, toute la moitié ouest du Kurdistan d'Irak, frontalière avec la Turquie. Mais Sardar est issu d'une famille qui a ses entrées au sein du PDK. C'est donc un de ses cousins, membres des renseignements du parti à Akre, qui s'est chargé de lui fournir la précieuse autorisation qui s'obtient uniquement au bureau central à côté d'Erbil. Entre membre d'une même famille, les arrangements sont toujours possibles. C'est donc au faux prétexte d'un mariage avec une kurde de Turquie, qu'il est autorisé à quitter le pays. Pour sa famille, le départ de Sardar à l'étranger est un bon moyen de contenter tout le monde et de lui offrir la possibilité de reconstruire sa vie en Europe, bien loin de la politique intra-kurde. Le 1er juin 1995, il quitte l'Irak par l'unique poste frontalier avec la Turquie, Ibrahim Khalil et rejoint Silopi, la première bourgade kurde côté turc. Il a avec lui son passeport et la traversée se fait donc en toute légalité, suite à des accords frontaliers entre les autorités kurdes d'Irak de facto et le gouvernement d'Ankara.

Il décide alors de partir pour Ankara où il possède un pied à terre. Le transport s'effectue par bus. Il y rejoint une vieille connaissance, unique contact dans la capitale turque : un kurde de Bardarash, ami de l'université de Mossoul. Il y restera presque un an au total avant de trouver le moyen de poursuivre son chemin. Pourtant lorsque Sardar arrive à Ankara, il entretient l'idée de rejoindre le plus rapidement possible l'Europe. Pour les Kurdes d'Irak, la Turquie n'est bien souvent qu'un pays de transit, mais il faut trouver les moyens d'en ressortir. Pour cela, il entrevoit deux solutions qui sont celles utilisées par la plupart de ces compatriotes qui ont tous suivi ce même chemin : le mariage avec une kurde d'Europe qui lui procurerait un visa ; le passage clandestin par la Grèce et l'Italie par bateau.

Dans un premier temps, il s'installe à Ankara dans l'appartement de son ami Hikmat qui sert de lieu d'attente à des Kurdes d'Irak. Hikmat, lui, s'est marié avec une de ses cousines qui vit au Canada et il est en attente des formalités qui lui permettront de s'envoler vers l'Amérique du Nord. Sardar sait qu'il doit trouver 8000 $ pour tenter sa chance via les passeurs clandestins mais il a une autre idée en tête qui lui a été suggérée par un membre de sa famille : aller en Israël. Et pour cela, il a un plan établi, même s'il sait pertinemment qu'il a très peu de chance de réussir. Cette idée doit se comprendre par l'environnement pluriculturel dans lequel de nombreux Kurdes d'Irak ont vécu. La plupart des villes d'origine des Kurdes sont des mosaïques confessionnelles (musulmans, chrétiens, juifs, minorités syncrétiques) et/ou ethniques (kurdes, arabes, turkmènes). A Akre, une important communauté juive avait laissé son empreinte et de nombreux habitants kurdes avaient toujours des liens avec des Juifs originaires d'Irak qui avaient effectué leur alyah[10] en Israël, généralement au début des années 50 pour la plupart d'entre eux[11]. Dans la famille de Sardar, c'était sa tante, musulmane, qui s'était mariée, dans les années 40, avec un juif d'Akre. Bien entendu, le mari avait dû se convertir à l'Islam. Mais Sardar avait par conséquent des cousins dont le père avait été juif et ils en possédaient toujours des preuves par l'intermédiaire des documents de type acte de naissance. Dans un premier temps, sur les conseils d'un de ces cousins, Sardar décide de contacter l'ambassade d'Israël en Turquie en argumentant qu'il a des origines juives via son père. Bien entendu, il s'agissait d'une supercherie puisqu'il allait présenter les documents de son oncle en réalité et non pas de son père. De toute manière, vaine était sa peine, puisque seule sa mère devait être juive pour espérer obtenir une certification de son faux judaïsme. Cependant, l'ambassade lui propose tout de même de contacter sa dite famille (fausse bien entendue) en Israël pour tenter de constituer un dossier. Si le plan échoue, une petite fenêtre reste entrouverte.

Bloqué dans ce processus, Sardar enchaine alors les petits jobs à Ankara. Il faut bien survivre. Il renforce ses connaissances en langue turque et parvient, grâce à cela, à exercer des emplois assez facilement. Il passera plusieurs mois à travailler dans une imprimerie et à distribuer des journaux. On lui propose alors, via les réseaux de passeurs kurdes, de partir en Europe illégalement mais il refuse dans l'immédiat cette option. Car depuis sa première tentative à l'ambassade israélienne, Sardar continue malgré tout à entretenir cette toute petite flamme. Et pour cela, il a mobilisé sa famille au pays. Son frère, qui avait entre-temps rencontré les membres d'une délégation juive en voyage à Akre, avait pu lier contact avec Abdullah, un ex-akrawi (habitant de la ville d'Akre) d'origine juive vivant, depuis 1948, en Israël. Il était d'accord pour servir d'intermédiaire entre la famille kurde de Sardar et Israël, notamment dans toutes les démarches auprès de l'office des migrations juives (Agence juive) à Tel Aviv.

[10] Il s'agit d'un terme hébreu qui désigne l'acte d'immigrer vers Israël pour un juif.

[11] Ostracisée par l'Etat irakien au lendemain de l'annonce du plan de partage de la Palestine et de la création d'un Etat juif en Palestine, la quasi-totalité de la communauté juive d'Irak (soit environ 120 000 personnes) quittera le pays entre fin 1949 et 1952 suite à l'opération de sauvetage (ou opération d'évacuation) Ezra et Nehemiah.

L'unique moyen de faire venir Sardar en Israël serait de lui inventer une fausse identité civile, via une famille juive originaire du Kurdistan qui accepterait, moyennant finances, d'effectuer une fausse déclaration comme quoi il serait un des leurs resté en Irak.

Nous sommes au début de l'hiver 1995. Le processus dans lequel est engagé Sardar est couteux et il prend du temps. Sa famille a de l'argent mais l'horloge tourne et le temps joue contre lui. Une fois de plus, le contexte au Kurdistan d'Irak n'est pas favorable : la guerre civile fait rage entre partisans kurdes ; la menace de l'armée de Saddam Hussein se fait toujours présente ; le Kurdistan, sous embargo, est économiquement exsangue. Dans ces conditions, beaucoup d'Irakiens choisissent la voie de l'émigration. Et les places sont chères. La filière migratoire via les ex-juifs d'Irak semble être connue d'autres personnes et les familles avec lesquelles négocier ne sont pas facile à trouver. Au printemps, le visa turc de Sardar a expiré et il commence à perdre espoir. Il décide alors de tenter le passage clandestin comme la plupart de ses compatriotes qu'ils croisent en nombre croissant à Ankara et même dans l'appartement qu'il occupe toujours et qui sert de pied à terre pour des candidats à l'exil comme lui. Début 1996, ils se retrouvent jusqu'à seize personnes dans les trois pièces de l'habitation. Ayant rassemblé plusieurs milliers de dollars, Sardar part pour Istanbul et s'engage dans une traversée clandestine de la frontière grecque. Le groupe de migrants est arrêté par les gardes turcs qui ne les relâchent qu'après payement d'un bakchich de 300 dollars chacun, sous la menace d'une expulsion vers l'Irak.

Enfin, la situation se débloque. Son frère a pu rencontrer des intermédiaires fiables pour faire le lien avec une famille juive en Israël originaire de Dohuk (ville du Kurdistan irakien) et qui accepte d'effectuer les démarches pour « rapatrier » Sardar. L'opération revient à près de 6000 dollars et après quelques semaines d'attente, il reçoit ses nouveaux « faux » papiers, vrais au demeurant pour l'administration, sous la forme d'une autorisation d'immigrer en territoire d'Israël en tant que nouveau citoyen. Le 15 avril 1996, Sardar s'envole pour l'aéroport de Tel Aviv.

<u>La période israélienne et l'ouverture vers l'Europe</u>

L'arrivée en Israël se fait dans des conditions assez difficiles. Sardar connait alors la discrimination liée à son statut de nouveau arrivant. Il se sent étranger dans cette société qu'il ne connait pas et qui reste au demeurant très communautaire. Il n'en connait ni les codes, ni la langue. Il évoque cette période de sa vie comme peut-être une de plus pénible, alors que paradoxalement il semble sorti d'affaire ; juridiquement tout du moins. Cette époque de sa vie est surtout marquée par l'éloignement d'avec sa famille qui est toujours en Irak, pays toujours en proie aux conflits armés. Depuis les bords de la mer Méditerranée, Sardar va vivre la mort de sa mère, à distance, dans l'isolement et avec un terrible sentiment d'impuissance. Cette année-là, il a beaucoup de mal à s'intégrer, à retrouver un réseau d'amis, à se reconstruire une vie dans ce pays d'exil : il va vivre une vraie période de déprime.

Economiquement, le quotidien n'est pas non plus aisé. Il vit durant les six premiers mois des aides sociales dans un pays où le niveau de vie est élevé. Et puis il tente de sortir de l'assistanat et de se construire une existence plus digne. Il enchaîne les petits emplois comme c'est souvent le cas et arrive à se faire employer dans un hôtel. Le directeur lui fait confiance et lui propose un travail intéressant, loin d'être dégradant. Une certaine solidarité se met en place entre eux : son employeur est un juif irakien. Pour Sardar, c'est l'occasion d'entrer dans le réseau des juifs immigrés d'Irak dont un grand nombre réside au sud de Tel Aviv, entre la capitale et Ashkelon, dans la bourgade d'Ashdod. Il se sociabilise alors via ce réseau. Devenu

proche, assez rapidement, avec la famille de son employeur, il aura même une proposition de mariage avec une fille de la famille qui vit aux Etats-Unis. Pour un migrant, c'est bien évidemment une occasion rêvée pour refaire sa vie en Amérique ; d'autant que la potentielle belle-famille est riche. Contre toute logique matérielle, Sardar refuse la proposition. Il n'a qu'une seule chose en tête : faire venir sa famille d'Irak et les mettre à l'abris. Après une dizaine de mois, il parvient à « acheter » près de 10 000 dollars la venue de sa sœur et de ses trois frères avec leurs proches en utilisant le même type de combine que pour lui. Il les installent à Kiryat-Malakhi, un village à côté d'Ashdod.

La vie israélienne ne convient pas à Sardar. Il recherche autre chose. Plus d'un an après son arrivée de Turquie, à l'été 1997, il s'envole, avec son passeport israélien en poche pour l'Allemagne. C'est ici qu'il pense s'installer. Il fait alors sa première demande d'asile en Europe depuis la ville de Nuremberg en tant que kurde d'Irak. Sa demande de réfugié politique sera acceptée et il attend alors ses nouveaux papiers. C'est alors que les membres de sa famille, à peine arrivée depuis trois mois en Israël, lui annoncent qu'ils n'arrivent pas à trouver leur place dans ce pays et qu'ils souhaitent tous rentrer au pays. La guerre civile vient de se terminer entre les partis kurdes. Sardar rentre en Israël en novembre 1997 : il fait le voyage comme israélien car, pour raison de départ précipité, il n'a pas eu le temps d'attendre l'achèvement complète de sa procédure d'asile en Allemagne.

Le retour en Israël est une épreuve et une désillusion. Il est rentré car il ne souhaitait pas revoir ses frères et sœurs repartir à zéro en retournant au Kurdistan. Tant d'efforts, tant d'investissements pour rien. Mais il est maintenant celui qui prend les initiatives pour le reste de la famille. Il connait Israël ; il a appris l'hébreu ; il possède un réseau. Il retrouve donc très rapidement un emploi dans le secteur d'Ashdod. C'est une zone agricole de première importance qui emploi du monde : Sardar travaillera durant dix mois comme distributeur de fruits et de légumes pour un grossiste de la région qui possède plusieurs chambres frigorifiques. Il réside avec ses proches au village. Dix mois a été la durée nécessaire pour mettre de l'argent de côté et permettre aux sept personnes de s'acheter des billets d'avion pour l'Europe. Le 21 août 1998, après quelques jours en France et aux Pays-Bas, ils arrivent en Suisse. C'est là que Sardar effectue sa seconde demande d'asile, dans un pays hors Union européenne. Depuis, il y est installé, marié et père de deux enfants.

La vie en Suisse est agréable mais il n'a pas la sécurité d'emploi. Il travaille depuis des années comme contractuel. La reconnaissance professionnelle d'un nouvel arrivant dans un pays est un autre combat tout aussi difficile à mener (voir chapitre d'Ariel Mendez). Avec l'amélioration des conditions de vie au Kurdistan d'Irak, Sardar a certes pensé revenir s'installer à Erbil ; entre 2010 et 2014 surtout. Il y avait du business « à faire » et des opportunités pour les plus débrouillards. Il a gardé des contacts avec les partis kurdes. Le retour de la guerre a de nouveau brisé ses projets.

Discussion théorique

Le parcours de Sardar, si particulier par le trajet emprunté, montre combien un migrant se doit de posséder un puissant réseau d'entraide et une bonne part de réussite, voire même de chance. De plus, l'histoire de Sardar montre également que les projets migratoires, même mal préparés, car effectués dans l'urgence et la précipitation, peuvent tout de même aboutir… mais à quel prix ! Il lui aura fallu compter sur les hasards d'une rencontre pour débloquer les choses (comme celle de son frère avec les membres d'une délégation juive à Akre) alors qu'il était en Turquie sans issue possible pour poursuivre sa route, mais également sur une

importante mobilisation familiale (financière, entraide). La famille, pour réussir sa migration, demeure, comme le montre ce parcours, une ressource indispensable. Un temps aidé pour sortir de la « nasse » turque, le migrant, se sentant redevable car « tiré d'affaire », a mobilisé à son tour ses ressources issues de son expérience migratoire pour permettre à sa famille de quitter l'Irak. Il a ensuite porté la responsabilité collective du groupe en jouant le rôle de preneur de décisions et en les emmenant en Suisse avec lui. Le parcours de Sardar montre qu'il s'agit d'une entreprise collective même si au départ elle n'a pas été planifiée comme tel. Si cela peut apparaître comme un mécanisme de don et contre-don, cher à la théorie de Marcel Mauss, il semble ici que le contexte de guerre n'est pas à négliger. Le « devoir » qui consiste à vouloir mettre ses proches à l'abris du danger est ici clairement formulé, mettant clairement en avant l'aspect affectif dans les décisions prises par le primo-migrant, qui rappelons-le, avait déjà quitté l'Irak pour protéger sa vie. « Il était de mon devoir de les sortir de là. En Irak, tu ne peux pas savoir ce qui va t'arriver ; tout peut se passer. Je voulais leur donner la possibilité de quitter le pays. Moi j'y étais parvenu grâce à mon frère… Je ne pouvais pas les quitter comme cela » (extrait d'entretien, Erbil, Kurdistan d'Irak, février 2015).

Le parcours de Sardar se sera échelonné sur plusieurs années : juin 1995-août 1998. Cette temporalité particulièrement longue illustre les difficultés des migrants orientaux pour franchir les frontières de l'Europe, déjà à cette époque, mais cela n'est pas une surprise. Ce temps long montre surtout l'incertitude inhérente à ce type parcours ; la manière dont l'espace-temps peut se refermer sur le migrant, le plongeant dans une attente qu'il ne maîtrise pour ainsi dire presque jamais. Sardar l'a vécu en Turquie en particulier. Il a hésité entre plusieurs voies possibles pour quitter ce pays de transit et mettre fin à cette attente sans fin. Le tâtonnement, l'hésitation, l'incertitude apparaissent en filigrane à cette étape si singulière de ce parcours migratoire, car le migrant sait très bien que, pour lui, la route peut se fermer ici même. ~~Un blocage serait alors synonyme de retour en Irak, à la case départ et donc, dans le cas que nous venons de présenter, à l'emprisonnement immédiat.~~ Sans aucune possibilité de poursuivre sa route vers l'Europe (voyage trop coûteux ou trop dangereux), le migrant serait alors contraint de retourner dans son pays d'origine l'Irak. Compte tenu du contexte qui prévalait en Irak dans les années 90, il y serait alors immédiatement arrêté et mis en prison, vu son passé de militant politique. L'épisode israélien est particulièrement important à analyser également. En Israël, alors que son histoire aurait pu s'arrêter là, il est replongé dans un contexte socio-culturel tout autre dans lequel il n'arrive pas à se reconstruire. Ici, alors que paradoxalement il n'a jamais été aussi acteur de son propre destin, il évolue dans une temporalité qu'il ne maîtrise toujours pas, lié à sa volonté de prendre en charge le reste de sa famille. Ce qui l'obligera à quitter l'Allemagne et à revenir en terre sainte pour une nouvelle période de presque un an. Au final, le migrant est confronté à des contextes très différents et pourtant son parcours est découpé entre des temporalités qu'il semble plus subir qu'il ne les maîtrise.

Cet exemple montre, de plus, que les parcours migratoires sont le résultat de choix qui peuvent paraître plus ou moins judicieux pour l'observateur extérieur mais qui reflète bien la personnalité de chaque migrant. Dans le cas que nous venons de voir, un migrant, plus individualiste que Sardar, aurait peut-être choisi l'opportunité unique de partir en Amérique lorsque la possibilité s'est présentée à lui, par l'intermédiaire d'une offre de mariage faut-il le rappeler. Le choix peut apparaître rationnel ou non en fonction de l'objectif visé. Lorsque Sardar, depuis l'Allemagne, décide de quitter le pays alors que son statut de réfugié a été accepté et que ses papiers sont en cours de réalisation, le choix qu'il fait – celui de rejoindre

sa famille en Israël – est déterminant pour la suite, car il perd toute chance de revenir effectuer cette démarche dans ce pays et plus largement dans l'Union européenne. Les parcours ne sont au final que le résultat de la succession de choix qui ont abouti ou échoué et qui ont ouvert ou fermé des portes. Ainsi, la Suisse était devenue le pays de la seconde chance. Et l'attente, ce que nous avons qualifié de « temporalités » dans les étapes du parcours, peut donc s'analyser comme un déficit de solutions ou encore une succession d'échecs dans les tentatives de poursuivre sa route. L'exemple de Sardar englué en Turquie – alors que la sortie du pays par la voie illégale, via la Grèce, vient d'échouer, et que cette stratégie était la dernière solution après une tentative infructueuse d'effectuer de faux papiers à l'ambassade israélienne – en est une bonne illustration.

Il est important de revenir enfin sur la place de l'identité en migration. En résumant à l'extrême, ce que nous venons de décrire ici est l'histoire d'un kurde qui émigre en Europe via Israël en ce faisant passé pour un juif. Le parcours de Sardar n'est pas construit sur une composante identitaire intrinsèque – sorte de vecteur de l'émigration – qui lui aurait servi de ressource unique, comme c'est souvent le cas au Moyen-Orient avec les réseaux migratoires communautaires (exemple des Chrétiens d'Orient). Les Kurdes, à l'inverse des groupes minoritaires religieux de la région (Alaouites, Druzes, Ismaéliens, Yézidis, Sabéens, Shabaks…), ne forment pas une communauté confessionnelle refermée sur la préservation de leur particularisme ; ils ne forment pas non plus un groupe communautaire unifié autour d'une identité partagée. Ils partagent des éléments culturels avec leurs voisins arabes ou perses et sont eux-mêmes composés de divers groupes religieux et linguistiques. Les principaux réseaux de solidarité, que l'on retrouve généralement comme ressource de la migration kurde, demeurent invariablement politiques ou familiaux, voire géographiques dans le sens d'un sentiment d'appartenance à une tribu géographique, localisée sur un territoire (un village, une ville, un secteur) : être originaire d'Akre dans notre cas précis. C'est peut-être cette absence de structuration communautaire forte, qui a incité certains kurdes à se faire passer pour des Juifs afin de bénéficier des ressources propres à cette communauté si solidaire ? En tous les cas, cette capacité à capter une ressource communautaire, que le migrant ne possède pas naturellement, relève du savoir-faire en migration. Fondamentalement athée, même s'il est né dans une famille musulmane, la ressource religieuse est un type de ressources que Sardar ne possède pas. Opportuniste et pragmatique, il n'a pas hésité à se fondre dans une communauté d'adoption provisoire, pour se donner les moyens de poursuivre sa route. Cet exemple montre que les ressources de la migration s'acquièrent, car si Sardar, de par sa naissance, ne possède pas de ressources communautaires lui permettant d'émigrer dans un pays du champ migratoire, son parcours est pourtant jalonné de ressources identitaires qui vont lui permettre de rebondir. Sa grande force aura été d'être capable de se brancher sur des réseaux communautaires extérieurs à ceux des Kurdes. Car être kurde musulman ne permet pas de circuler facilement à l'inverse d'autres groupes orientaux qui ont plus de facilités. Deux épisodes essentiels illustrent cela : la connexion avec la délégation des juifs irakiens à Akre pour quitter la Turquie ; le réseau juif irakien à Ashdod pour travailler en Israël et faire venir les membres de sa famille depuis l'Irak. Ainsi, ce récit montre bien comment les frontières communautaires peuvent être poreuses et floues et comment un migrant, particulièrement habile, peut très bien s'en servir pour construire sa propre stratégie d'exil. Et que même s'il ne s'appuie pas sur les ressources de sa propre communauté, il a eu recours à un procédé purement communautaire pour sortir de Turquie, zone rouge de la migration des Orientaux.

Ce récit met en lumière tout le cheminement migratoire d'un activiste qui doit quitter un pays autoritaire touché par la guerre en proie à des ruptures historiques sous la forme de conflits à

répétition. Il permet de comprendre les choix, rationnels ou irrationnels à première vue, d'un migrant qui, lors de son parcours migratoire, cherche à s'adapter sans cesse et à remobiliser de nouvelles ressources pour poursuivre sa route. Il rend enfin visible tous ces moments « non-calculés », ces hasards de la vie dans le contexte difficile de l'exil, ainsi que ces périodes d'attente non désirées et généralement subies : périodes où tout espoir semble disparaitre. Nous sommes assez loin d'un savoir-faire migratoire que le migrant possèderait avant son départ. Loin aussi des stratégies bien établies qui sont souvent présentées dans le cas des études diasporiques ou sur le transnationalisme. Un parcours migratoire apparaît ici comme une succession de phénomènes qui ne s'articulent pas nécessairement entre eux selon une logique pensée à l'avance, ou appréhendée comme prédéfinie, mais où hasards, opportunités et choix se combinent de manière assez aléatoire.